

**Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier pour la liste
« Lutte ouvrière le camps des travailleurs »**

A l'attention d' Alain Fischer, Président de l'Académie des sciences - Institut de France

Nous vous transmettons ci-dessous des réponses qui vous avaient été adressées en 2022 et qui sont toujours d'actualité.

Place de la science

Nos convictions de communiste sont fondées sur la science, le matérialisme scientifique, comme une des conditions et le moyen de l'émancipation de l'humanité. La science et les moyens techniques fournissent la base d'une organisation sociale où laquelle l'humanité, débarrassée du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme, pourra enfin maîtriser son destin.

Scientifiques et monde politique

La prise de décision politique implique d'avoir préalablement consulté les spécialistes de la question. Se rallier au consensus, s'il y en a un qui se dégage, semble relever du simple bon sens.

Force est de constater que dans notre société, l'avis des scientifiques n'est pas souvent suivi, surtout s'il se heurte aux intérêts des grands groupes industriels.

Ainsi une « meilleure articulation entre les décideurs et les scientifiques » ne pourra se faire qu'une fois mis hors d'état de nuire les décideurs capitalistes qui préfère voir périr des hommes et même la planète plutôt que de mettre en danger leurs profits !

Sciences dans l'enseignement scolaire

Toutes les enquêtes et classements font ressortir une baisse alarmante du niveau des élèves en mathématiques, qui est au cœur de la culture scientifique en général.

La Conférence des Grandes Écoles, par la voix de son Président a déploré, récemment, l'insuffisance d'enseignement scientifique et particulièrement des mathématiques dans le tronc commun de première et terminale. L'Association des professeurs des classes préparatoires s'en est alarmé également.

C'est au point que même le ministre de l'Éducation, pourtant à l'origine de cette réforme s'est senti obligé d'envisager un renforcement des matières scientifiques dans ce tronc commun. Il n'est pas certain que cela aille au-delà de « l'effet d'annonce », tant le saupoudrage de quelques heures hebdomadaires de maths, physique ou chimie ne pourra faire que l'effet d'un cautère sur une jambe de bois.

Fondamentalement il faut des moyens à l'enseignement ! Il faut des moyens pour ne pas décourager les vocations de potentiels enseignants. Des moyens pour assurer des salaires corrects et un nombre de postes qui permette d'enseigner dans des classes qui ne soient pas surchargées. Il faut des moyens aussi pour que le choix des orientations par les élèves ne soit pas prédéterminé par l'origine sociale ou... le sexe !

Enseignement supérieur

L'enseignement doit permettre au plus grand nombre d'accéder à une culture générale la plus vaste possible dans tous les domaines. L'enseignement supérieur ne doit pas chercher à mettre les étudiants dans les rails de ce qui profitera aux entreprises, ni fournir aux entreprises des jeunes salariés déjà formés et prêts à être exploités, leur économisant ainsi les années de formation « maison » nécessaires.

Dans notre société capitaliste, tous les services publics, éducation, hôpitaux, transport, sont malmenés et même parfois supprimés sur l'autel de la rentabilité. L'État entend dépenser le moins possible car les fonds publics sont dilapidés en subventions, dégrèvements ou commandes directes aux grands groupes capitalistes qui ont besoin de la béquille étatique pour continuer à engranger des milliards de bénéfices et à engraisser les actionnaires des trusts et des banques !

Il n'y a qu'en prenant l'argent là où il est accumulé actuellement, dans les bénéfices des grandes entreprises comme sur la fortune de leurs actionnaires, qu'on pourra changer vraiment quelque chose aux services publics et notamment à l'Éducation.

Universités / Organismes de recherche

La coopération et la collaboration entre l'Université et des organismes comme le CNRS ou l'INSERM ne peuvent être que fructueuses. Quand les moyens suivent...

Les chercheurs n'en peuvent plus d'avoir à bricoler constamment pour trouver à financer l'embauche, précaire, d'un collaborateur en jonglant avec des heures d'enseignement et des crédits provenant d'un partenariat avec le privé !

Attractivité de la recherche publique

Nous ne serons pas élues et donc nous nous garderons bien de faire quelque vaine promesse. Mais les réponses sont dans la question : supprimer la précarité, augmenter les rémunérations.

Les conditions de recrutement des jeunes, et moins jeunes, chercheurs semblent faites pour décourager les plus motivés ! Elles nécessitent une abnégation et une persévérance qui force l'admiration !

Bureaucratie

Il est bien connu qu'une grande partie du travail de chercheur consiste à chercher des moyens pour financer ses recherches !

Les agences de moyens, que ce soit l'ANR en France, ou l'ERC au niveau européen, ne financent généralement que des projets émanant d'équipes qui publient beaucoup, et souvent publient pour publier afin d'améliorer leur « cote » (publish or perish...) et partant leur éligibilité à une attribution de crédits. Activité chronophage s'il en est...

Recherche fondamentale

La recherche fondamentale est évidemment essentielle pour le progrès des connaissances. Mais comme elle ne débouche pas automatiquement et rapidement sur des applications industrielles immédiatement rentables elle n'a pas les faveurs des financeurs, mêmes publics.

Nous pensons que les chercheurs eux-mêmes doivent décider des recherches à mener, indépendamment de toute recherche de profit immédiat !

Le financement de l'effort de recherche

Il faut évidemment augmenter les efforts financiers en matière de recherche. Dans quelle proportion ? Commençons par recenser les besoins en demandant aux principales intéressées, les équipes de chercheurs.

Malheureusement, les décideurs politiques sont guidés par d'autres intérêts que la recherche, et notamment par le fait que l'argent public ne va pas au bien général mais est gaspillé en subventions aux grands groupes capitalistes, ou dépensé en activités nuisibles s'il en est, comme des commandes d'armements qui profitent à ces mêmes groupes.

La recherche publique, les entreprises et l'innovation

Nous sommes pour que l'argent public n'aille qu'à la recherche publique !

Les prétendus partenariats avec les entreprises privées, quand ils ne débouchent pas simplement sur le confortement des dividendes des actionnaires comme avec le feu CICE, font simplement financer par le public les futurs profits privés. Il en est de même avec le Crédit d'Impôt Recherche.

Les start-ups ne sont bien souvent que les futures proies des grands groupes, absorbées quand elles auront défriché le terrain, et ainsi évité à ces groupes de longues, coûteuses et aléatoires recherches !

La France dans le système européen de recherche et d'innovation

Nous pensons que la compétition dans le domaine de la recherche est un énorme gâchis. Je pense que les chercheurs du monde entier devraient mettre en commun leurs découvertes. C'est déjà le cas dans certains domaines comme on l'a vu avec le génome du Sars-Cov2. Mais il n'en a pas été de même avec la mise au point des vaccins où la compétition entre les laboratoires pharmaceutiques est féroce pour mettre la main sur le pactole des milliards de doses !

Dans ce domaine, il faut mettre les brevets de fabrication librement à disposition de ceux qui peuvent les mettre en œuvre.

Grands projets

Nous laisserons les scientifiques faire les propositions !

Retrouver souveraineté et compétitivité

La « souveraineté », la « compétitivité », la « réindustrialisation » dont on nous rebat les oreilles à longueur de discours ne sont que des pièges tendus aux travailleurs, qu'ils soient manuels ou intellectuels, qu'on veut diviser et mettre en concurrence d'une entreprise à l'autre, d'une région à l'autre ou d'un pays à l'autre.

Cela ne peut que contribuer à amplifier le nationalisme et la xénophobie. Et s'il est un domaine qui est international, c'est celui de la recherche scientifique !

Comme l'a dit Karl Marx il y a plus d'un siècle et demi et qui vaut pour tout le monde du travail : « Les prolétaires n'ont pas patrie ! Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! »

Climat, énergie et environnement

Transition énergétique

Les gesticulations auxquelles on assiste actuellement de la part des hommes et femmes politiques sont bien dérisoires et inopérantes. Et bien hypocrites !

Ceux qui ont les leviers de commande en mains ce sont les grands groupes capitalistes et financiers, à commencer par ceux qui œuvrent dans le domaine de l'énergie.

Faire croire qu'on peut agir dans ce domaine sans enlever à ces groupes leur pouvoir est, au mieux une douce illusion, au pire une tromperie éhontée !

Nous ne nous prononçons pas entre les différentes formes d'énergie que l'humanité peut utiliser dans le futur. Mal maîtrisées, elles peuvent toutes représenter une menace à des degrés divers pour la société. Il est vital pour la société d'en maîtriser non seulement la technologie mais aussi les conditions de mise en œuvre.

Or, elles sont actuellement dans les pires mains possibles !

Transition écologique

La division mondiale du travail, l'industrialisation de l'agriculture ont été un facteur de progrès considérable. Je ne suis pas certaine que le retour à une agriculture familiale, auto-esclavagisme familial à la ferme, trouve beaucoup d'adeptes, et serait de toute façon hors d'état de produire suffisamment pour des coûts qui permettent un accès pour tous à la nourriture.

Quant à la réduction des inégalités, elle est loin d'être en route avec cette transition écologique. L'exemple des automobiles électriques que les plus modestes ne pourront pas se payer est parlant à ce sujet !

Recherche en santé

Expérimentation animale

Nous croyons crois que malgré le développement de méthodes substitutives, l'utilisation des animaux à des fins scientifiques reste à l'heure actuelle incontournable. Il est bien entendu nécessaire d'encadrer les conditions de cette pratique, ce qui existe déjà et nous estimons légitime de la part des associations de pouvoir contrôler les conditions d'application de ces réglementations.

Modification de génomes

Nous sommes tout à fait favorable aux recherches qui nécessitent de la transgénèse, ainsi (mais la question n'est pas posée) que la recherche utilisant des cellules souches.

Santé publique

Nous pensons qu'il faut demander aux acteurs d'un secteur les mesures qu'ils souhaitent voir mises en œuvre. Ce sont les mieux à même de faire les propositions adaptées... et réalistes pour eux.

S'agissant de santé publique, les actions dans le domaine de la prévention, de la santé au travail et de la lutte contre les accidents du travail me semblent des domaines essentiels.

Pantin le 21 mai 2024